

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
subdivision ICPE

Nîmes, le 08/02/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/01/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **CN'AIR**

Site industriel et portuaire  
30300 BEAUCAIRE

Références : 2022-02-68

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2022 dans l'établissement CN'AIR implanté Site industriel et portuaire 30300 BEAUCAIRE. L'inspection a été annoncée le 23/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est effectuée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 7 ans.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative de l'établissement ainsi que par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CN'AIR
- Site industriel et portuaire 30300 BEAUCAIRE
- Code AIOT dans GUN : 0006605497
- Régime : Autorisation

La mise en service de ce parc de cinq éoliennes date du 9 novembre 2006, c'est à dire antérieurement au classement ICPE. Un permis de construire a été délivré le 28 février 2005. Ces éoliennes ont une hauteur de 80 mètres (mâts + pâles) de puissance unitaire de 2,3MW ,soit une puissance de 11,5MW pour le parc.

Un récépissé de la préfecture du Gard n°12-104 N du 13 août 2012 acte le bénéfice de l'antériorité au titre des droits acquis pour le classement du parc éolien à autorisation au titre de la rubrique 2930. L'arrêté préfectoral complémentaire du 15 janvier 2016 impose à la CNR des garanties financières.

La précédente inspection au titre des ICPE s'est déroulée le 22 avril 2015, les suites données à cette inspection ont été transmises par mail du 3 août 2015.

**Les thèmes de la présente visite, annoncés par mail du 23 décembre 2021 sont les suivants :**

- articles 12, 15, 16, 17 partiel, 18, 19, 22, 23, 24 et 30 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	
Formation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	
Propreté	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	
Tests sur état des fonctionnel des équipements	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	
Contrôle des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	/	
registre des opérations de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	
Système de détection pour alerter en cas d'avarie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	/	
moyens de lutte contre un incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	
garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30	/	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, deux observations et une demande ont été formulées.

Aucun des constats relevés n'aboutit à la proposition de suites administratives.

Sur le suivi environnemental et dans le cadre du suivi programmé en 2026, l'inspection demande à l'exploitant de réaliser l'actualisation de l'état de la population locale des milans noirs, basée sur le même protocole que celui de 2018.

### 2-4) Fiches de constats



**Nom du point de contrôle : Suivi environnemental**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

....

**Constats :** Le suivi des habitats naturels des oiseaux et des chiroptères a été mené en 2016 incluant le suivi de la mortalité. rapport transmis en février 2017.

Un rapport complémentaire ciblé sur l'étude de la population du milan noir a été menée en 2018.

L'exploitant a indiqué que cette espèce, bien présente avant l'implantation du parc éolien, l'est toujours après 12 ans d'exploitation avec un effectif reproducteur remarquable. La tendance d'évolution des populations de milans noirs reste toujours en augmentation sur le territoire métropolitain (liste rouge UICN), ne justifiant pas une préoccupation spécifique, factuelle et complémentaire de l'influence du parc éolien de Beaucaire sur cette espèce.

L'exploitant a indiqué que dans le cadre du suivi programmé en 2026, et à la demande de l'inspection, une mise à jour de l'état de la population locale des milans noirs, basée sur le même protocole que celui de 2018 pourrait être réalisée.

L'inspection demande à l'exploitant dans le cadre du suivi environnemental prévu en 2026 d'actualiser l'état de la population locale des milans noirs.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Nom du point de contrôle : Formation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
<b>Prescription contrôlée :</b> Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. ....
<b>Constats :</b> CN'Air délègue l'exploitation des 5 éoliennes à ENGIE GREEN. Le fonctionnement des installations est supervisé 24h/24h par NORDEX ( le fabricant des éoliennes), par le centre de conduite situé à Hambourg en Allemagne. La gestion est faite par GMAO. Lors de l'inspection, il a été regardé la date de la dernière intervention sur site. C'était le 18/01/2022 par messieurs Mateo FINALDI et Simon BILLY de chez NORDEX pour le remplacement du pitch de la E2. L'inspection a demandé la justification de leurs formations. Les attestations de formation de ces deux personnes ont été transmises par mail du 2 février 2022 ( SST, habilitation électrique, travail en hauteur, sécurité éoliennes, maniement des extincteurs).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Propreté**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Prescription contrôlée :</b> L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b> Au cours de l'inspection seul l'intérieur de la E1a été visité. L'intérieur de l'éolienne est maintenu propre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Tests sur état fonctionnel des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
<b>Prescription contrôlée :</b> ..... Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.  Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b> Ces tests sont suivis par la GMAO. Ces tests de survitesse et mise à l'arrêt d'urgence font partie du contrôle T3. Les derniers tests de ce type ont été réalisés le 29/05/2021. Les résultats sont satisfaisants. Le dernier rapport de contrôle électrique date du 14/10/2021. le rapport BV a été transmis le 2 février 2022. Ce rapport contient 5 remarques. L'exploitant doit informer l'inspection de leur prise en compte effective.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**Nom du point de contrôle :** Contrôle des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p> <p>II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p> <p>III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<b>Constats :</b> Ces contrôles sont suivis par la GMAO. Le dernier contrôle de fixation de la E1a été réalisé le 10/05/2021. Un contrôle visuel des pâles est effectué a minima tous les 3 mois lors du passage sur site d'ENGIE GREEN. Le site est suivi par METEORAGE. En cas de foudre, un rapport avec les impacts est adressé. Un contrôle dédié est ensuite diligenté. La liste des équipements de sécurité et des résultats de contrôle sont tracés dans la GMAO rapports SAFETYTEST.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** registre des opérations de maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<b>Constats :</b> L'ensemble des contrôles est géré par GMAO A terme le logiciel va être modifié pour pouvoir extraire un suivi de la planification.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Système de détection pour alerter en cas d'avarie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :  - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;  - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.  Conformément au I de l'article 23 de l'arrêté du 22 juin 2020, ces dispositions sont applicables au 1er janvier 2021.
<b>Constats :</b> Le contrôle des systèmes de détection est réalisé chaque année SAFETYTEST. Ces systèmes de détection sont reliés au centre d'exploitation de chez NORDEX à Hambourg. En cas d'avarie de type incendie ou survitesse NORDEX appelle un agent d'astreinte 24h/24h de chez Engie Green. C'est alors Engie Green qui alerte Enedis et le SDIS.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** moyens de lutte contre un incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
<b>Constats :</b> Les éoliennes de Beaucaire sont équipées chacune de 3 extincteurs. Le dernier contrôle date du 8 février 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30
<b>Prescription contrôlée :</b> L'APC du 16 janvier 2016 impose des garanties financières à la CNR.
<b>Constats :</b> L'acte de cautionnement en vigueur d'un montant de 278 694, 20 euros expire le 22/08/2025. L'actualisation du montant et le renouvellement de l'acte de cautionnement se fera au moins 3 mois avant l'échéance de l'acte de cautionnement selon les dispositions de l'article 3 de l'APC du 15 janvier 2016.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite